

Résolution sur la situation au Venezuela

2017/2651(RSP) - 27/04/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 450 voix pour, 35 contre et 100 abstentions, une résolution sur la situation au Venezuela.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR et ALDE.

Préoccupé par la **grave détérioration de la situation au regard de la démocratie**, des droits de l'homme et du contexte socio-économique au Venezuela, le Parlement **a condamné la répression brutale** des manifestations pacifiques par les forces de sécurité vénézuéliennes et les groupes armés irréguliers à la suite de laquelle plus de 20 personnes ont trouvé la mort tandis que de nombreuses autres ont été blessées ou arrêtées.

Les députés ont dénoncé les **actes de violation constitutionnelle** qui perdurent au Venezuela ainsi que l'absence de séparation des pouvoirs et d'indépendance des différentes branches de l'exécutif. Ils ont rejeté en particulier les **décisions rendues par la Cour suprême** du Venezuela en vue de suspendre les pouvoirs de l'Assemblée nationale, y voyant un acte fondamentalement antidémocratique.

Le gouvernement vénézuélien a été appelé à:

- garantir la libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers politiques, condition préalable pour trouver une solution pacifique durable au Venezuela;
- garantir le droit constitutionnel à la liberté de réunion pacifique et assurer la sécurité et le libre exercice de leurs droits à tous les citoyens;
- préserver la séparation et l'indépendance des pouvoirs et rétablir pleinement l'autorité constitutionnelle de l'Assemblée nationale;
- respecter la constitution et à présenter un calendrier électoral permettant de mettre en place un processus électoral libre et transparent;
- autoriser l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays et à autoriser l'accès aux organisations internationales qui souhaitent aider les secteurs les plus touchés de la société.

Saluant la volonté exprimée par de nombreux pays de la région d'apporter leur appui à un processus de médiation, le Parlement a demandé à la **haute représentante de l'UE pour la politique étrangère** d'examiner avec les organisations internationales et régionales d'autres mesures qui permettraient à l'UE de restaurer la pleine démocratie au Venezuela.

Enfin, les députés ont réclamé l'envoi d'une délégation du Parlement européen au Venezuela et l'ouverture d'un dialogue avec toutes les parties au conflit.